



Revue de Civilisation Contemporaine de l'Université de Bretagne Occidentale  
EUROPES / AMÉRIQUES  
<http://www.univ-brest.fr/amnis/>

*Réflexion sur l'Etat mexicain  
et ses Institutions  
à partir de 2 chroniques de Carlos Monsiváis*

**Françoise Léziart**

Université de Brest (France)

**Date de publication** : septembre 2003

Carlos Monsiváis (né en 1938) est un journaliste et écrivain mexicain qui s'est constamment maintenu dans une position d'outsider critique par rapport au fonctionnement tant politique, social que culturel de son pays. Un tel scepticisme résulte probablement de certaines expériences de jeunesse, où, étudiant-militant, il a dû affronter la répression et l'absence de liberté d'expression<sup>1</sup>. A partir des années 1970, après la pseudo-ouverture démocratique du pays, consécutive aux protestations étudiantes de 1968 à Mexico et dans les grandes villes mexicaines, il incarnera avec quelques autres intellectuels, la voix de la dissidence. Ses chroniques et/ouessais abordent, pendant les décennies suivantes, des domaines divers tout en conservant généralement la même perspective : C.Monsiváis ne dissocie pas, en effet, l'écriture de l'idéologie, c'est à dire que ces textes privilégient une vision ironique, voire même satirique de la réalité mexicaine. Les deux chroniques qui serviront de base à la réflexion menée plus avant, s'intitulent : *No solamente lo fugitivo permanece y dura et Saluda al sol, araña, no seas rencorosa* et sont extraites d'un ouvrage publié en 1970 : *Días de guardar*<sup>2</sup>. Elles présentent deux facettes de la vie politique mexicaine d'alors : le fonctionnement de la Chambre des Députés et la nomination du candidat du PRI (le parti majoritaire) à la Présidence de la République. Nous tenterons de mettre en parallèle, dans cette étude, les textes de cet auteur et la conjoncture mexicaine de cette époque, de façon à souligner certains aspects de la « violence » exercée par un Etat en

---

<sup>1</sup> Carlos Monsiváis et José Revueltas, au début des années 1960, en tant que jeunes militants communistes, ont mené une grève de la faim pour protester contre le manque de démocratie au Mexique et ont même été emprisonnés par le pouvoir en place.

<sup>2</sup> C. Monsiváis : *Días de guardar*, ed. Era, México, 1970, 380 p.

devenir, dont la stabilité est moins évidente sans doute que dans les vieilles démocraties du reste du monde<sup>3</sup>.

### Chronique et ironie

Pour préciser ce qui a été dit auparavant : *No solamente lo fugitivo permanece y dura*, la première chronique est une observation en forme de description des membres de la Chambre des Députés à Mexico. Elle adopte une perspective générale et globale, les députés n'y étant pas individualisés ni présentés par rapport à une situation précise. Il s'agit surtout, pour l'auteur, de mener une réflexion aigre-douce sur les rouages de la politique dans ce pays, dont l'immuabilité est la caractéristique majeure. *Saluda al sol, araña, no seas rencorosa*<sup>4</sup>, est un texte un peu plus long, que l'on peut considérer comme une véritable chronique puisqu'elle relate une circonstance particulière : le moment-clé où le PRI (parti au pouvoir depuis la fin de la Révolution du début du XX<sup>e</sup> siècle) révèle en public le nom de son candidat à la Présidence de la République<sup>5</sup>. Il s'agit en l'occurrence de Luis Echeverría Alvarez (qui a gouverné entre 1970 et 1976). C. Monsiváis lui-même assiste à cette cérémonie, organisée au Palais des Sports de Mexico, en tant que journaliste et témoin direct. Mis à part les médias, les personnes présentes sont des délégués du parti venus de tout le pays et des hommes politiques. Le récit suit l'arrivée des participants en mettant l'accent sur la tension qui va croissant jusqu'à la présentation du candidat, qui se fait sous les applaudissements. Le chroniqueur, comme il se doit, observe, décrit et juge ce qu'il voit et ce qui lui semble aller à l'opposé du fonctionnement démocratique d'un pays. Dans ces deux textes, il est intéressant de voir comment C. Monsiváis traite le sujet épineux, ô combien, de la politique au Mexique !

Le titre de la première chronique : *No solamente lo fugitivo permanece y dura* donne le ton de l'ensemble de ce texte de dix pages. Etre député au Mexique, comme le fait remarquer l'auteur est un état quasi permanent. En ce qui concerne la Chambre des Députés, c'est un lieu confiné où le hiératisme des attitudes va de pair avec l'immobilisme des décisions. Dans cet endroit, les députés assimilés à *los Ancianos de la tribu*, cultivent une auto-satisfaction peu constructive, soit : *el círculo perfecto del elogio mutuo*<sup>6</sup>. C'est le paraître qui l'emporte à l'évidence sur l'être ou sur le faire. Et l'on retrouve dans la deuxième chronique la même image de l'homme politique mexicain, conscient d'appartenir à un clan et convaincu du fait qu'une ascension réussie résulte moins de qualités personnelles que de la soumission à un système basé sur une absence totale de transparence. C. Monsiváis propose donc une vision parodique de l'une des deux instances du pouvoir législatif au Mexique (l'autre étant le Sénat) : la Chambre des Députés. Rappelons que, dans ce pays, où prédomine un certain présidentielisme, le pouvoir du Parlement, consiste entre autres choses, à voter les lois et le budget. Le chroniqueur semble suggérer que dans ce système verrouillé de la base au sommet, il ne peut y avoir que des hommes politiques-fantoches s'illustrant par d'autres activités que celles qui devraient leur incomber : écrivain, historien ou géographe. Citons C. Monsiváis qui déclare à ce propos : *A ti te corresponde ser el Mayor Numismático y a ti le Mayor Topólogo y tu ¿cómo negarlo ? la Pluma más fina*<sup>7</sup>.

---

<sup>3</sup> Rappelons pour nuancer ce propos cette affirmation, en forme d'adage : « La démocratie bourgeoise est la meilleure forme pour dissimuler la dictature de classe ».

<sup>4</sup> 1<sup>ère</sup> chronique : p. 203-213, 2<sup>ème</sup> chronique : pp. 307-320.

<sup>5</sup> On a donné à cette cérémonie le nom de « destape ».

<sup>6</sup> C. Monsiváis : *Días de guardar, op. cit.*, p. 204.

<sup>7</sup> *Ibid*, p. 210.

La vision présentée est sans doute excessive mais elle n'en reflète pas moins les carences de la représentativité institutionnelle dans le Mexique des années 1970. L'apparente bonhomie des Députés masquant en réalité l'autoritarisme du régime en place !

Il peut arriver que l'image de l'homme politique mexicain présente un caractère moins impersonnel, comme c'est le cas pour la brève biographie (dans le second texte) que C. Monsiváis propose du leader syndicaliste de la CTM : Fidel Velázquez, dont la longévité à la tête du puissant syndicat ouvrier proche du PRI, impressionne. Son parcours professionnel l'a mené d'ouvrier agricole au poste de secrétaire général de la CTM. Quant à son cheminement idéologique : il s'est d'abord affilié à la CROM (Confédération Régionale Ouvrière Mexicaine) à la fin des années 1920, d'obédience socialiste pour devenir ensuite le chef d'un syndicat dont le pragmatisme social ne requiert qu'un marxisme de façade. Ce personnage incarne, de manière parfaite, l'évolution du Mexique post-révolutionnaire : un regard tourné vers le peuple se détournant peu à peu vers les plus nantis... La révolution du début du XX<sup>ème</sup> siècle dont Martín Luis Guzmán, l'un de ses acteurs soulignait avec amertume, avant même qu'elle ne s'achève, la quasi inutilité. Il déclare, en effet, dans l'un de ses ouvrages : *La Revolución, noble esperanza, nacida cuatro años antes, amenazaba disolverse en mentira y crimen*<sup>8</sup>. Pour en revenir à Fidel Velázquez, c'est un personnage dont la poigne de fer a fait l'objet de bon nombre de critiques et que les opposants au régime prenaient systématiquement pour cible. En réalité, C. Monsiváis a recours à ce type de personnage caricatural et au stéréotype qu'il représente pour mieux montrer le caractère fallacieux de la politique mexicaine. Selon lui, contrairement à ce que pensent la plupart des Mexicains, durer en politique ne signifie pas se donner les moyens d'agir mais plutôt le contraire : c'est consolider un pouvoir introverti ignorant la solidarité envers autrui.

On s'aperçoit que, dans ces deux chroniques, se dégage une image fétichiste du peuple mexicain, semblable pour beaucoup à l'Espagne de *pandereta* fustigée par les écrivains de la génération de 98. L'atmosphère du Palais des Sports, lors de l'intronisation du nouveau candidat à la Présidence de la République, rappelle celle d'une fête folklorique, dont les accents ont des relents nationalistes. Ainsi, ce sont les airs les plus connus, les chansons régionales, que les fanfares égrènent pour un public attaché aux valeurs de la pérennité. Ce qui suscite ce commentaire de C. Monsiváis : *El Palacio de Deportes es una fiesta, algo no muy alejado del fútbol y de los toros*<sup>9</sup>. La comparaison entre l'ambiance de ce rassemblement politique et les matches de football ou la corrida montre bien que la politique au Mexique oscille entre farce grotesque et spectacle populaire. Et que d'autre part, le but du PRI n'est pas de réveiller les consciences mais de les maintenir dans une somnolence paisible et inoffensive. Le concept de patrie n'est jamais tant exacerbé que lorsque l'histoire subit des bouleversements, comme la formation d'une nation ou une situation de conflit. Il est fédérateur par essence et implique la notion de dévouement, de participation collective à sa défense, si besoin est. Pour C. Monsiváis, la nation mexicaine issue de la Révolution et de la Constitution de 1917 apparaît à la fois comme une entité abstraite, un mythe inaccessible, un Atlantide de rêve mais également comme un cocon imperméable aux influences venant de l'extérieur. Les slogans : *¡Arriba!* et *¡Adelante!*<sup>10</sup>, hérités des combats de libération sonnent creux et le Mexique des années 1970 est un pays qui se nourrit d'illusion passéiste refusant d'affronter la réalité ou désirant plutôt l'occulter à la

---

<sup>8</sup> M. L. Guzmán : *El águila y la serpiente*, Compañía General de Ediciones, México, 1964, p. 400.

<sup>9</sup> C. Monsiváis : *Días de guardar*, op. cit., p. 319.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p.315.

grande majorité des citoyens. C. Monsiváis insiste, dans cette chronique, sur les limites du nationalisme à la mexicaine !

Richard Hoggart caractérisant les classes populaires anglaises de la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, mettait en relief leurs croyances au destin et aux forces magiques. Il écrivait : *Pour le peuple, la chance représente un facteur de réussite aussi efficace que le travail acharné, l'intelligence ou la beauté*<sup>11</sup>. Cette observation appliquée à la société mexicaine, (en prenant compte du décalage dans le développement socio-culturel de ce pays par rapport aux pays européens), explique en partie le phénomène de sacralisation de la personne du Président de la République que l'on peut y observer. Ce sentiment n'est pas seulement perceptible d'ailleurs dans les catégories les plus défavorisées, mais aussi dans les classes moyennes et il est entretenu par ceux qui, de loin ou de près, ont à faire avec le pouvoir. On peut rappeler à ce propos la réflexion teintée d'ironie d'Octavio Paz qui soulignait dans l'un de ses essais que la critique envers la politique présidentielle au Mexique tenait du *sacrilège*<sup>12</sup>. C. Monsiváis reprend à son compte ce manque d'objectivité en décrivant l'arrivée, au milieu d'une euphorie indescriptible, du candidat du PRI, le 15 novembre 1969, au Palais des Sports de Mexico. Il décrit cet événement de cette manière : *El candidato avanza, con el paso imprevisible que el entusiasmo comunal decide y los flashes estallan*<sup>13</sup>. On voit que son analyse englobe toute la classe politique mexicaine dont l'inaccessibilité est aussi notable. Ainsi, les Députés forment, selon lui, une sorte de nomenclature, isolée du reste du monde. Avec beaucoup d'ironie, le chroniqueur les qualifie de *géants invincibles* ou de *monstres sacrés* pour mieux faire ressortir leur orgueil et leur fatuité. De la même façon, C. Monsiváis insiste sur les conséquences de cette sacralisation de la politique au Mexique lorsqu'il déclare par exemple : *Sin la presencia física del hombre de mando todo en México deviene en fantasía*<sup>14</sup>. On voit bien quel profit la classe politique mexicaine peut tirer de cette absence de volonté critique de la part de l'immense majorité de la population mexicaine !

Face à une telle opacité, dont les médias et la presse sont les complices, le propos d'un journaliste indépendant ne peut être que satirique. Et la charge discursive contre les représentants de l'*Etat-Providencia* mexicain est forte dans les chroniques étudiées. Les hommes politiques, comme le montre le chroniqueur, sont des privilégiés, préoccupés avant tout de leur statut social et de leur standing de vie. Ainsi, les députés présentés ont pour la plupart le ventre bien rond et un double menton et parlent gastronomie plutôt que politique<sup>15</sup>. Ils roulent dans de grosses voitures noires que l'auteur compare à des *forteresses ambulantes*<sup>16</sup>. Ils préfèrent les discussions de couloir aux consultations démocratiques et le *clientélisme*<sup>17</sup> au progrès social. Ce sont donc de véritables caricatures qui sont dressées dans les chroniques étudiées. Et le comportement spécifique de ces hommes y est symbolisé par un geste : l'accolade (*el abrazo*), qui constitue une sorte de blanc-seing donné à une pratique politique contre-nature. On peut citer une réflexion de l'auteur qui résume bien ce qu'il en pense : *En el abrazo, México va enseñando la inutilidad de discrepar, la imposibilidad de convertirse en outsider*<sup>18</sup>. Cette attitude cordiale en apparence montre qu'au Mexique il n'y a pas de

---

<sup>11</sup> R. Hoggart : *La culture du pauvre*, Editions de Minuit, Paris, 1976, p. 189.

<sup>12</sup> O. Paz : *Posdata*, Siglo XXI, México, 1983, p. 54.

<sup>13</sup> C. Monsiváis : *Días de guardar*, op. cit., p. 319.

<sup>14</sup> *Ibid*, p. 317.

<sup>15</sup> *Ibid*, p. 207.

<sup>16</sup> *Ibid*, p. 308. Il écrit : *De negras fortalezas transhumantes brotan los políticos*.

<sup>17</sup> C'est en effet l'un des termes que l'on trouve le plus souvent associé à l'évocation de la vie politique mexicaine.

<sup>18</sup> *Ibid*, p. 209.

demi-mesure ! Dans la deuxième chronique, apparaît une observation du même type plus explicite encore du mode de vie mexicain : *El abrazo sella la unidad revolucionaria, cada uno atrae hacia sí a los demás, los integra a su pecho y de allí los distribuye para el bien de México*<sup>19</sup>. On perçoit par conséquent, à quel point l'absence d'opposition a déterminé la vie politique mexicaine tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Le constat est pessimiste et semble peu augurer une quelconque amélioration du rapport entre la classe dirigeante et les citoyens. Il faut reconnaître, au demeurant, que le pouvoir actuel du Président Vicente Fox (élu en 2000), le premier à ne pas appartenir au PRI, n'a pas encore montré le chemin de la vraie démocratie...

La deuxième chronique débute par une référence à la première personne du verbe : *Me llamo Carlos Monsiváis*, il s'agit du journaliste, invité à la cérémonie organisée par le PRI et qui témoigne de ce qu'il voit, en son nom propre. Il ajoute qu'il n'appartient à aucun parti politique, affirmation qu'il répètera à la fin de la chronique<sup>20</sup>. Cette double affirmation souligne la neutralité de ce journaliste qui veut garder ses distances par rapport au pouvoir en place. Cependant, le propos est teinté d'ironie et l'objectivité annoncée ouvre en fait la voie à une critique sans complaisance du PRI tout-puissant qui apparaît comme une pieuvre dont les tentacules ratissent au plus large. C. Monsiváis sait combien il est malaisé d'échapper à un pouvoir trop centralisé et trop autoritaire : rester un journaliste indépendant, à cette époque-là, relève de la gageure dans un pays comme le Mexique ! On pourrait citer à ce sujet une réflexion d'Elena Poniatowska, journaliste et écrivain, complice de C. Monsiváis. Elle déclare que pour exercer la fonction de journaliste au Mexique : *il faut avoir les mains propres*. Ce qui laisse à penser que ce métier était alors souvent pratiqué sans réelle conviction morale. Dans la chronique étudiée, par le biais de l'anecdote, C. Monsiváis nous informe que des fanions sont distribués à tous ceux qui entrent au Palais des Sports et l'ordre donné d'applaudir pendant trois minutes à l'apparition du futur Président de la République<sup>21</sup> ! Il se livre également à une analyse distanciée du système, en observant ses compagnons de génération, ceux qui se sont coulés dans des moules et ont perdu tout sens critique en adhérant au PRI<sup>22</sup> : ce sont deux manières de démonter les rouages d'un pouvoir anti-démocratique !

## **L'appareil du pouvoir dans le Mexique des années 1970-1980**

On a coutume d'associer le concept de *violence d'Etat* à un régime autoritaire de type dictatorial. Cependant, on peut le comprendre également au sens de contrôle, plus ou moins diffus ou plus ou moins vigilant, d'encadrement, de la population : comme c'est plutôt le cas dans un pays comme le Mexique. Pour la période contemporaine au moins, ce pays n'a jamais été classé au rang des dictatures, nombreuses dans l'Amérique Latine du XX<sup>e</sup> siècle. Il a mené, dans les années 1970, années de croissance économique, une politique tiers-mondiste généralement réservée aux régimes occidentaux plus stables. Il ne faut pas se leurrer et se souvenir par exemple de certaines chroniques d'Elena Poniatowska soulignant l'existence de disparitions de prisonniers politiques au Mexique<sup>23</sup>, même si ce problème n'est pas comparable avec un pays comme l'Argentine à une époque à peu près similaire. Il faut également insister sur

---

<sup>19</sup> *Ibid*, p. 312.

<sup>20</sup> *Ibid*, p. 307 et p. 320. Il dit : *Me llamo Carlos Monsiváis y no pertenezco a ningún partido político*.

<sup>21</sup> *Ibid*, p. 310.

<sup>22</sup> *Ibid*, pp. 313-314.

<sup>23</sup> E. Poniatowska : *Fuerte es el silencio*, Ed. Era, México, 1983. Le titre de la chronique est : *Los desaparecidos*, pp. 138-180.

le fait qu'au Mexique comme dans la plupart des autres nations de l'Amérique Latine, s'est maintenue une tradition oligarchique héritée de la période coloniale : les Espagnols ayant implanté dans leurs colonies du Nouveau Monde le despotisme dont ils faisaient usage à l'époque. En veillant même à renforcer le contrôle exercé sur l'administration et le pouvoir local, pour contrebalancer l'éloignement de la Métropole de ses contrées soumises. L'Indépendance au XIXème siècle n'a pas été non plus un facteur réel d'ouverture politique : les *caudillos* succédant aux héros révolutionnaires, au Mexique comme ailleurs. C'est la Révolution du début du XXème siècle qui a constitué une étape majeure dans la formation de la nation mexicaine actuelle.

Cette révolution sociale et populaire (la première du XXème siècle) instaurait de nouvelles valeurs : la prise en compte des classes les plus défavorisées de la société par la mise en œuvre de la réforme agraire notamment, une implication de l'Etat dans la vie économique du pays ; elles ont coïncidé surtout avec le gouvernement de Lázaro Cárdenas (entre 1934 et 1940). Quant à l'idéal véritablement révolutionnaire, il n'a eu cours que quelques années au début des années 1920. Bien vite les allusions au socialisme ont disparu, comme le remarque C. Monsiváis dans sa première chronique : *Se ha extinguido el estilo apasionado y desafiante de los años difíciles cuando se fomentaban las personalidades distintivas y se admitían los excesos*<sup>24</sup>. La passion d'entreprendre et le charisme rebelle n'ont pas tardé à s'émousser... Il n'est resté, de ces années de lutte, que la référence à la Nation mexicaine, à un patriotisme servant à justifier les projets politiques, même les plus anti-sociaux. C'est ce nationalisme dont le chroniqueur se moque, dans sa deuxième chronique, en faisant allusion par exemple aux médias télévisuels chargés de diffuser l'événement-spectacle de la déclaration officielle de candidature à la Présidence de la République. Il déclare avec ironie à propos du consortium *Televisa* très lié au pouvoir en place : *Los medios masivos de difusión crean al transmitirla una imagen del poder. La TV es el equivalente de las musas*<sup>25</sup>. Voilà une manière de montrer comment les médias mexicains dans leur ensemble ont contribué au contrôle de la société post-révolutionnaire !

Le paradoxe est l'essence de la vie en société comme de la vie humaine et dans le cas du Mexique, il a été observé que ce sont les aspects les plus négatifs de certains régimes de gauche qui se sont pérennisés : comme cette forme exacerbée de présidentialisme trouvant son pendant dans une économie dirigiste. Les gouvernements successifs, dès les années 1920, se sont emparés des secteurs-clé de l'économie comme l'énergie, les ressources minières, les transports et les communications. Ainsi, la PEMEX (les Pétroles Mexicains) a été *mexicanisée*<sup>26</sup> par le Président Cárdenas en 1938, ce qui a constitué une manne pour son gouvernement et pour le développement du pays durant les six années de son mandat. Cependant, l'étatisation de groupes privés auparavant a répondu parfois moins à des préoccupations sociales qu'à des impératifs économiques. La démarche solidaire en apparence de ce type d'action masquant la plupart du temps la stratégie de pouvoir de l'*Establishment mexicain*<sup>27</sup> comme le souligne C. Monsiváis. Quelques années plus tard, dans une autre chronique intitulée : *Crónica de San Juanico (explosión de las instalaciones Pemex, 19 noviembre 1984)*, publiée dans la revue : *Cuadernos políticos*<sup>28</sup>, le chroniqueur dénonce les négligences des dirigeants de ces entreprises et donc de l'Etat mexicain. Cette explosion meurtrière dans une banlieue trop proche de la capitale mexicaine a révélé des carences dans

---

<sup>24</sup> C. Monsiváis : *Días de guardar, op. cit.*, p. 204.

<sup>25</sup> *Ibid*, p. 310.

<sup>26</sup> Le terme est employé par Alain Musset : *Le Mexique, économies et sociétés*, Ellipses, Paris, 1997.

<sup>27</sup> C. Monsiváis : *Días de guardar, op. cit.*, p. 203.

<sup>28</sup> C'est le n°42 de cette revue, pp. 87-102.

l'entretien de certaines conduites et de la corruption parmi le personnel. Ce phénomène s'expliquant par le fait que, sans doute, ces ressources pétrolières suscitent de la convoitise et sont l'objet de tractations irrégulières. Il expose de plus, les conditions de travail désastreuses pour les employés de cette entreprise. Concluant à la culpabilité d'un Etat *a corto plazo* qui pratique la *táctica del ocultamiento*. Il convient peut-être de nuancer le discours fort critique de C. Monsiváis, il n'en demeure pas moins que l'Etat mexicain cultive cette ambiguïté : se vouloir révolutionnaire et capitaliste à la fois.

Porfirio Díaz, déjà à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, avait ouvert le pays au libéralisme économique et au marché international. L'abaissement des barrières douanières et le développement des chemins de fer avaient favorisé la croissance du pays, même si celle-ci profitait surtout à la bourgeoisie urbaine. La hiérarchie de la société mexicaine s'est maintenue par la suite et la domination de dynasties familiales y est encore patente dans le Mexique contemporain (on pense notamment aux Azcarraga qui ont fondé un véritable empire médiatique). Dans sa première chronique, le chroniqueur fustige ce défaut typiquement mexicain selon lui, en posant une question dont la réponse est implicite : *¿Por qué es tan importante el Señor Don en México ?*<sup>29</sup> ; parce que, être arrivé socialement, dans ce pays plus qu'ailleurs, est une manière de jouir de privilèges hors-norme. On a ainsi comparé l'époque de Porfirio Díaz et de son équipe de conseillers, nommés les *Scientífiques* à celle du président Salinas de Gortari, entouré de ses *Technocrates*, dans les années 1990. Pour ces deux chefs de gouvernement, le virage à négocier était celui du capitalisme le plus radical. Ils ont sans doute assaini les finances publiques et rapproché un peu plus le Mexique des autres pays du monde moderne. Mais cette avancée vers le néolibéralisme s'est soldée, dans les deux cas, par un mécontentement grandissant des classes populaires et surtout de la paysannerie. Le Président Salinas de Gortari, ayant comme son prédécesseur au début du XX<sup>ème</sup> siècle autorisé la privatisation des terres collectives (les *ejidos*). L'insurrection dans le Chiapas, en janvier 1994, a fonctionné comme un signal d'alarme pour le pouvoir mexicain, montrant les limites d'un capitalisme trop tourné vers l'extérieur et laissant de côté les problèmes intérieurs.

C. Monsiváis, qui est lui-même un grand admirateur de la société nord-américaine souligne malgré tout l'invasion du modèle de l'*american way of live* au Mexique, au point même d'en faire disparaître sa spécificité. Son discours, dans les textes étudiés, est émaillé par dérision, de nombreux termes anglo-saxons ou de références à la culture nord-américaine. Il compare par exemple la fête du PRI au Palais des Sports de Mexico avec un *aullido que acompaña a un strip-tease* ou au *vocinglerío que recibe en su hogar el campeón de box*<sup>30</sup> pour en faire ressortir la dérive carnavalesque. Ailleurs, il écrit à propos des chapeaux ou des petits drapeaux en papier aux couleurs de la nation mexicaine, distribués aux congressistes : *Los grandes sombreros tatuados ya han contraído mayor deuda formal con el Cisco Kid que con el Plan de Ayala*<sup>31</sup>. C'est une manière de montrer que l'idéal révolutionnaire (incarné par le manifeste cité) est loin et que les schémas actuels sont plus nord-américains que mexicains. L'influence des USA sur le Mexique n'est en effet plus à démontrer. Elle a encore été renforcée par les accords commerciaux signés entre les deux géants du Nord (le Canada et les Etats-Unis) et le Mexique (ALENA 1994). Face à ses puissants voisins, la politique mexicaine, toujours dépendante, a constamment oscillé entre protectionnisme et ouverture pour tenter de conserver quelque autonomie. Parfois même, la prise de contrôle autoritaire de certains secteurs, comme celui de la Banque, a

---

<sup>29</sup> C. Monsiváis : *Días de guardar*, op. cit., p. 203.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 318.

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 313.

pu provoquer la méfiance des investisseurs étrangers. Mais, depuis les années 1980, le constat établi par Carlos Fuentes, qui commentait avec ironie que le Mexique était en train de devenir : *el bajo chaparral de la producción y el consumo yanqui*<sup>32</sup> (c'est à dire une sorte de dépotoir ou de soupape de sécurité pour l'excédent de l'économie nord-américaine) est avéré. Il est à craindre que la mondialisation croissante des échanges ne contribue pas, encore une fois, au développement intérieur de ce pays.

On peut donc dire que l'autoritarisme du système politique mexicain ou plutôt son manque de flexibilité s'explique, comme pour bon nombre d'autres pays d'Amérique latine (ou d'autres continents), par une carence institutionnelle doublée d'un retard industriel. C'est le manque de solidité démocratique qui contribue à fragiliser les rouages économiques de ces nations en les offrant comme proie à des pays plus industrialisés. Le prosélytisme n'est pas de mise dans le monde économique et la dépendance industrielle s'effectue généralement au détriment des masses. Comme le fait remarquer à juste titre Samuel Huntington (à propos de l'ensemble du sous-continent américain) qui déclare : *Dans ces sociétés, la politique manque d'autonomie, de complexité, de cohérence et de souplesse d'adaptation*<sup>33</sup>. Ce type de déséquilibre peut mener à des désordres sociaux et à la violence. Comme on a pu le voir dernièrement, à travers les scènes de pillage de super-marchés dans les rues de la capitale du Venezuela : Caracas. Souvent, ce mécontentement prend appui sur la question ethnique et agricole (les deux problèmes sont liés la plupart du temps). Et l'on assiste alors à des débordements sanglants comme au Guatemala, dans les années 1980-1990, du fait de la guérilla rurale. Dans tout pays aussi démocratique qu'il soit, les moins riches souffrent plus que les autres mais l'exacerbation du sentiment d'injustice est d'autant plus forte qu'il tarde à s'exprimer. Il s'établit alors une situation de violence latente qui peut éclater à tout moment de manière dramatique et incontrôlée.

Il est vrai que le caudillisme a été un phénomène récurrent dans toute l'Amérique Latine, à l'aube de l'Indépendance jusqu'aux dernières décennies du siècle qui vient de s'écouler. Il a conduit généralement à la domination du pouvoir militaire sur le pouvoir civil et à celle d'un *Etat de force* sur un *Etat de droit*. Une forme de violence institutionnalisée s'est donc instaurée cachant, en fait, une peur de la réaction populaire : un mécanisme de gouvernement à *titre préventif*<sup>34</sup>, pourrait-on dire. Pour donner quelques exemples, il est possible de citer l'Argentine, où le péronisme a été facilité par l'absence de forces politiques stables. Les dictatures militaires qui ont jalonné la deuxième moitié du XXème siècle jusqu'au début des années 1980 ont montré à quel point il était ardu dans ce pays, de définir une ligne politique claire. En ce qui concerne le Chili (le pays sans doute le moins extrémiste sur l'ensemble de son histoire contemporaine), il a été vérifié que l'Etat socialiste, sous la présidence de Salvador Allende, avait contribué à mettre en péril l'équilibre commercial du pays. Il fut ensuite débordé par les forces armées alliées à la bourgeoisie et au capital nord-américain. La politisation des dites forces armées ayant entraîné l'arrivée au pouvoir en 1973, du général-dictateur Augusto Pinochet. On s'aperçoit en outre, que dans bon nombre de pays latino-américains, les périodes d'ouverture démocratique ne sont souvent rien d'autre qu'une rationalisation de l'appareil de pouvoir, l'institutionnalisation de principes forts de gouvernement. Ce fut le cas au Brésil, dans les années 1975, où à cause de la percée des partis d'opposition, l'accent avait été mis

---

<sup>32</sup> C. Fuentes : *Tiempo mexicano*, ed. Joaquín Mortiz, México, 1980, p. 34.

<sup>33</sup> S. Huntington (Yale University) cité par R. Sidicaro dans : *Autoritarismes et systèmes politiques dans le Cône Sud, Amérique Latine*, Cetrat, Paris, n°2, 1980, p. 34.

<sup>34</sup> L'expression est de A. Musset, déjà cité.

par le pouvoir sur le *Présidentialisme*<sup>35</sup>. On retrouve dans cet exemple, comme au Mexique, (ainsi que le note C. Monsiváis dans les chroniques étudiées), le même fonctionnement élitaire des rouages politiques et économiques ne prenant que peu en compte l'ensemble des citoyens.

Le Mexique est représentatif de la globalité des pays de l'Amérique Latine. Il s'y pose des problèmes similaires : un certain sous-développement dû à un retard industriel, des formes d'autoritarisme perceptibles dans la vie sociale et au niveau des institutions, une dépendance économique chaque fois plus grande. La proximité des Etats-Unis a constitué avec le temps, un facteur de progrès pour le pays. Comme l'a prouvé la manière dont la crise économique de 1995 a pu être surmontée, avec une relative facilité alors que celle de 1982 l'avait laissé dans une situation critique. Le Mexique, comme le souligne Alain Musset, peut désormais *s'adapter aux circonstances, même les plus difficiles*<sup>36</sup>. Les produits mexicains sont devenus plus compétitifs et exportables hors des frontières intérieures. La dépendance économique n'est bien sûr pas résolue et ses puissants voisins ont encore tendance à ne pas traiter d'égal à égal, ce nouveau pays industrialisé. Les paradoxes demeurent nombreux et la démocratie sera longue à instaurer. Il faut observer que le Mexique, du fait de la non-rééligibilité de son président, qui est toujours civil et élu depuis la mise en application de la Constitution de 1917, a échappé à un autoritarisme excessif. Longtemps considéré comme le pays le plus démocratique de tout le sous-continent américain, le système sur lequel il s'est basé pendant de nombreuses décennies ne manque pas de surprendre : des gouvernements issus d'un parti unique (le PRI) s'y sont, en effet, succédés. Ce qui permet de dire que la démocratie mexicaine n'était qu'une illusion mettant en lumière des mécanismes de pouvoir rigides et anti-progressistes.

Pour conclure, les chroniques de C. Monsiváis, publiées dans les années 1970, ont servi d'exutoire à une opposition naissante, en mal d'expression dans ce pays. Le chroniqueur, lui-même, se considère souvent comme une sorte de *juge de la Cour Suprême* de la vie mexicaine ou comme le *factotum* de la culture dans ce pays<sup>37</sup>. La publication de textes critiques y était, en effet, très peu développée avant 1968. Certes, ce type de chronique n'a pas été lu par une majorité de la population mexicaine<sup>38</sup> mais c'était une brèche ouverte dans le silence ambiant vers une expression plus libérée...

---

<sup>35</sup> J.M.Von Der Weid : *Brésil : Vers la démocratie ? Les limites de l'ouverture, Amérique Latine*, Cetrul, Paris, n°1, janvier-mars 1980, pp. 5-16.

<sup>36</sup> A. Musset : *Le Mexique, économies et sociétés*, op. cit., p. 81.

<sup>37</sup> Ce sont ses propres déclarations qui sont reprises ici.

<sup>38</sup> Même si l'ouvrage d'Elena Poniatowska, consacré à 1968 et à la répression gouvernementale contre les étudiants mexicains a bénéficié d'un grand nombre de rééditions. Il s'agit de *La noche de Tlatelolco*, ed. Era, México, 1971. (45 rééditions en 1987).